



MARCHÉ DE SERVICE

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

(R.C.)



Personne publique contractante :

Mairie de LONGUEVILLE
13 rue Henri FOUILLERET
77650 LONGUEVILLE

Téléphone : 01 64 08 61 33

Courriel : accueil@mairie-longueville.fr

Objet de la consultation :

CONFECTION ET LIVRAISON DE REPAS EN LIAISON FROIDE À LA CANTINE SCOLAIRE

Au regard du nombre d'élèves scolarisés qui peut varier d'une année sur l'autre, la Commune ne peut s'engager sur un nombre ferme de repas à réaliser. Toutefois, le nombre de repas constaté sur l'année scolaire 2024 - 2025 est de 9526.

Ces chiffres sont donnés à titre indicatif et n'engagent pas contractuellement la Commune.

Aucune réclamation du titulaire du marché ne sera acceptée au regard d'un nombre inférieur ou supérieur de repas à confectionner.

Procédure :

Marché passé selon une procédure adaptée, soumis aux dispositions de l'article 28 du Code des Marchés Publics.

Date et heure limite de réception des offres :

Vendredi 21 novembre 2025 à 12h00

Règlement de la consultation (R.C.)

SOMMAIRE

<u>Art 1</u>	Objet de la consultation
<u>Art 2</u>	Procédure Art.2.1. Étendue de la consultation Art 2.2. Délivrance du dossier de consultation Art.2.3. Modification de détails au dossier de consultation
<u>Art 3</u>	Contenu du dossier de consultation
<u>Art 4</u>	Présentation des candidatures et des offres Art 4.1. Date limite de réception des offres Art 4.2. Délai de validité des offres Art 4.3. Pièces de la candidature Art 4.4. Pièces de l'offre Art 4.5. Variantes
<u>Art 5</u>	Examen des offres – Attribution du marché
<u>Art 6</u>	Durée du marché
<u>Art 7</u>	Renseignements complémentaires

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

Article 1 – Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la fourniture et la livraison de repas au service municipal de restauration scolaire.

Article 2 – Procédure

2.1 – Etendue de la consultation

La présente consultation s'inscrit dans le cadre d'un marché passé selon une procédure adaptée, soumis aux dispositions de l'article 28 du Code des Marchés Publics.

2.2 – Délivrance du dossier de consultation

Le dossier est disponible gratuitement sur le profil acheteur : <http://www.maximilien.fr>.

2.3 – Modification de détails au dossier de consultation

La personne responsable du marché se réserve le droit d'apporter, jusqu'au 28 octobre 2025 au plus tard, des modifications de détails au dossier de consultations. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 3 – Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- ✓ l'Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes
- ✓ le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- ✓ le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés
- ✓ le Règlement de la Consultation (R.C.)

Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement sur le profil acheteur : www.maximilien.fr

Article 4 – Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

4.1 – Date limite de réception des offres

La date limite de réception des offres est fixée au **Vendredi 21 novembre 2025 à 12 heures.**

Les dossiers qui seraient reçus ou remis après la date limite fixée ne seront pas retenus.

4.2 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 90 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

4.3 – Pièces de la candidature

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes datées et signées par lui :

- ✓ Les certificats fiscaux et sociaux mentionnées à l'article 46 du Code des Marchés Publics dans un délai de 4 jours francs à compter de la date de réception de la demande qui sera faite par la personne responsable du marché.
- ✓ les justifications à produire prévues à l'article 45 du Code des Marchés Publics ; le candidat devra en particulier fournir :
 - la lettre de candidature, établie au moyen de l'imprimé Cerfa DC1 ;
 - la déclaration du candidat, établie au moyen de l'imprimé Cerfa DC2.

A défaut d'utiliser les imprimés Cerfa DC1 et DC2 ci-dessus désignés :

- ✓ lettre de candidature ou déclaration d'intention de soumissionner, établie sur papier libre, dûment datée et signée et précisant :
 - le nom et adresse du candidat ;
 - si le candidat se présente seul ou en groupement ; dans ce dernier cas, désignation des membres du groupement et habilitation donnée au mandataire ;
- ✓ document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat.

S'ils ne sont pas mentionnés dans la déclaration du candidat (imprimé Cerfa DC2) ou si cette dernière n'est pas produite, renseignements et/ou documents suivants permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat :

- ✓ certificat d'inscription au registre professionnel ou au registre du commerce (dans les conditions prévues par la législation de l'Etat où le candidat est établi, en cas d'entreprise étrangère), ou le cas échéant, motif de non indication d'un numéro d'enregistrement.
- ✓ déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures ou services auxquels se réfère le marché, réalisés au cours des trois derniers exercices.

Si le candidat est en redressement judiciaire (ou procédure étrangère équivalente) :

- ✓ copie du ou des jugements prononcés à cet effet (s'il n'est pas rédigé en langue française, le jugement doit être accompagné d'une traduction certifiée) ;

Déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par le candidat pour justifier :

- ✓ qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales ;
- ✓ qu'il n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir ;
- ✓ qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au Bulletin n°2 du Casier Judiciaire pour infractions visées aux articles L324-9 , L 324-10, L 341-6, L 121-1, L 125-3 du Code du Travail.

4-4 – Pièces de l'offre

Un projet de marché comprenant :

- ✓ l'Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes (imprimé Cerfa DC3) : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat.
- ✓ un engagement du soumissionnaire indiquant que les réparations seront effectuées en respectant scrupuleusement les conditions techniques afin de répondre aux exigences et obligation du Code du Travail dont l'article R 4322-1. Cet engagement sera accompagné de l'ensemble des justificatifs garantissant son savoir-faire et le respect des règles de l'art certification, formation, agrément, procédures, machines utilisées, matière...).

Les offres seront transmises **uniquement au format électronique** sur le profil acheteur **www.maximilien.fr**

4.5 – Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

Les offres seront exclusivement rédigées en langue française.

Les offres seront transmises **uniquement au format électronique** sur le profil acheteur **www.maximilien.fr**

Les candidats sont tenus de libeller leurs offres en euros.

Nota : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si la personne responsable du marché constate que les pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, elle peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai qui ne pourra pas être inférieur à trois jours calendaires.

Article 5- Examen des offres – Attribution du marché

Le choix et le classement des offres sont effectués dans les conditions prévues à l'article 53 du Code des Marchés Publics et selon les modalités définies ci-après :

L'absence de l'une quelconque des pièces énoncées à l'article 4.3 est susceptible d'entraîner le rejet de l'offre. Les offres des candidats qui n'ont pas qualité pour présenter une offre ou dont les capacités paraissent insuffisantes sont également écartées.

Les critères, ci-après définis, sont pris en compte pour le choix et le classement des offres :

- ✓ Critères : 1. Prix des prestations
- ✓ Pondération : 60
- ✓ Critères : 2. Valeur technique de l'offre
- ✓ Pondération : 40

La valeur technique de l'offre sera appréciée en exploitant les documents, informations et références fournis par le candidat suivant les critères pondérés suivants : moyens humains et matériels mis en œuvre pour le prestataire (10%), des dispositions prises par le prestataire pour la bonne exécution du marché (10%), qualité des repas dont le pourcentage de produits frais – hors surgelés et produits élaborés – (10%), flexibilité et adaptabilité aux souhaits de la Commune (5%), mesures prises pour assurer l'hygiène et la sécurité du public et pour la protection de l'environnement et du développement durable (5%).

Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que, sous réserve que celui-ci produise dans un délai de 3 jours francs, à compter de la date de réception de la demande du pouvoir adjudicateur, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prévus à l'article 46 du Code des Marchés Publics.

Si le candidat retenu ne peut produire les certificats précités dans le délai fixé par la personne responsable du marché, son offre est rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat est prononcée par la personne responsable du marché. La personne responsable du marché présente la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Article 6 – Durée du Marché

Le présent marché prend effet au **1^{er} janvier 2026** pour une période d'un an reconductible deux fois pour une durée de un an par reconduction expresse, sans que le délai maximal ne puisse excéder le **31 décembre 2028**.

En cas de faute grave ou de non-respect des clauses du contrat, la résiliation pourra être immédiate.

Article 7 – Renseignements complémentaires.

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront s'adresser à la Mairie de LONGUEVILLE, 13 rue Henri FOUILLERET, 77650 LONGUEVILLE.

Tél : 01 64 08 61 33 - Courriel : accueil@mairie-longueville.fr

Longueville, le 22 octobre 2025

Le Maire,



Philippe FORTIN.

